

La Belgique amnistie les fraudeurs !

La Belgique pratique une amnistie fiscale qui ne dit pas son nom

L'Italie crie victoire après son amnistie fiscale du printemps. L'Espagne pourrait suivre et l'Allemagne se tâte. Notre pays va-t-il embrayer à son tour ? Pas sûr. Et peut-être pas utile : à l'égard de l'épargne, la Belgique pratique une quasi-amnistie permanente !

«La Belgique n'a promulgué aucune amnistie fiscale», avertissent d'entrée de jeu avocats et banquiers. De fait, le fisc ne ferme nullement les yeux sur l'argent noir qui a été dissimulé à l'étranger. Quant aux amendes éventuelles qui frappent les revenus ayant éludé le précompte, elles n'ont absolument pas été assouplies dans un passé récent. Pourtant, force est de constater que l'argent rentre à flots depuis 3 ans et que le fisc a la main franchement légère à son égard. Où est l'erreur ? Il n'y en a pas ! L'explication de cette apparente contradiction est toute simple. Quoique délictueux, l'évitement du précompte mobilier sur les revenus de capitaux est finalement considéré comme péché véniel en Belgique et n'est que mollement sanctionné. De plus, les délais de prescription qui prévalent en cette matière sont bien plus courts chez nous qu'ailleurs. Au total, la Belgique pratique donc bel et bien une sorte d'amnistie fiscale qui ne dit pas son nom.

Ce n'est pas nouveau, mais ce n'était guère connu que de quelques fiscalistes pointus voici quelques années à peine. Par ailleurs, le cadre légal de cette mansuétude recèle des zones d'ombre dans lesquelles ne s'aventurent que quelques avocats spécialisés. Explications et témoignages.

Prix d'amis

Henri Charpentier a la retraite cossue mais inquiète. L'affaire KB Lux l'a plus d'une fois empêché de dormir : son bas de laine est coquet... et largement expatrié. C'est pourtant la conscience presque tranquille qu'il a, des lustres durant, encaissé ses coupons à Luxembourg pour éviter le précompte mobilier belge. Mais ce qui passait naguère pour un sport national presque toléré a, ces dernières années, évincé les crimes passionnels dans l'actualité judiciaire. L'épargnant un peu trop malin va-t-il goûter des geôles du Royaume ? Le fisc pourrait-il lui confisquer

l'essentiel de son patrimoine grand-ducal au titre d'amende ?

Comme des milliers d'autres évadés du précompte, Henri Charpentier a, jusqu'ici, fait le gros dos. Mais avec le cap des 70 ans, il lui semble ne plus pouvoir tergiverser : il est temps de mettre les choses à plat en pensant à ses héritiers. D'autant que ces derniers ne partagent pas son goût de la dissimulation : n'ont-ils pas clairement affirmé à plusieurs reprises qu'ils étaient prêts à verser leur écot au fisc pour pouvoir user de cet argent au grand jour ? Autre génération, autres moeurs...

«Votre situation est on ne peut plus classique», lui a expliqué son banquier belge. Il l'a aussi rassuré au-delà de ses espoirs les plus fous : «Dans le meilleur des cas, après discussion avec votre contrôleur, vous vous en tirerez en ne déboursant même pas 2 % des capitaux en cause.» L'intermédiaire financier ne traite toutefois pas avec le fisc : il dirige son client vers un des cabinets d'avocats qui s'en sont fait une spécialité.

Question essentielle : combien cela coûte-t-il de rapatrier des capitaux placés à l'étranger ?

Le calcul d'Emmanuel de Wilde d'Estmael (Moreau, Collon, de Wilde et Associés), un des avocats en question. Soit un patrimoine expatrié composé à parts égales d'actions (50 %) et d'obligations (50 %). Les premières offrent un rendement (de dividende) de 1 % et les secondes, de 5 %. Pour rappel, le précompte est de 25 % sur les dividendes d'actions et de 15 % sur les coupons d'obligations. Le précompte éludé chaque année représente dès lors (50 % x 1 % x 25 % =) 0,125 % du montant total du patrimoine pour les actions et (50 % x 5 % x 15 % =) 0,375 % pour les obligations. Total : 0,5 %.

Considéré comme étant de «bonne foi», le contribuable qui va spontanément se présenter à l'administration fiscale se verra, en principe, imposé sur 3 ans et évitera tout «accroissement», ou amende, ainsi que tout intérêt de retard. Il s'en tirera donc en déboursant une pénalité équivalente à 1,5 % (3 x 0,5 %) du montant rapatrié. Si c'est le fisc qui découvre le pot aux

roses, le fraudeur sera en pratique taxé sur 5 ans (c'est le délai de prescription en matière de revenus) et le montant fera l'objet d'un accroissement pouvant aller jusqu'à 50 %. Dans le pire des cas, le débours à consentir pour régulariser la situation évoquée ci-dessus sera donc de 3,75 %, soit 0,5 % pendant 5 ans (2,5 %), avec un accroissement de moitié (1,25 %) ; même en y ajoutant les intérêts de retard (7 % par an sur les sommes dues), on restera sous la barre des 4 %.

Voilà qui n'est pas vraiment confiscatoire : une personne qui élude le précompte depuis 20 ans, en ayant naguère bénéficié de rendements obligataires de 10 ou même 15 %, demeure très largement gagnante dans l'hypothèse la moins favorable. Le scénario sera plus rose encore pour ceux qui ont pris les devants en plaçant leurs avoirs en Sicav de capitalisation, par exemple : pas de revenus, donc pas de précompte dû !

Cinq ans seulement

Ce grand pardon prévaut en Belgique depuis toujours, souligne Maurice Eloy, avocat et directeur de l'Ecole Supérieure des Sciences Fiscales (ESSF), mais il a été précisé en 1992 dans le nouveau commentaire fait de l'article 444/8 du Code de l'Impôt sur le Revenu. Ce document stipule en effet que «l'administration admet que le contribuable qui déclare spontanément les revenus dissimulés par lui soit imposé de ce chef sans application d'accroissement d'impôt à titre de pénalité». Pourquoi cette mansuétude ? «L'administration évite ainsi les devoirs d'investigation et les frais d'enquête. De plus, elle est avertie d'une fraude qu'elle aurait pu ne jamais découvrir», argumente Marielle Moris, avocate au cabinet Afschrift. Assez logiquement, une démarche ne sera plus considérée comme spontanée si l'administration a déjà ouvert un dossier.

Mais attention : l'accord conclu avec le fisc a en quelque sorte blanchi les revenus, mais à condition qu'ils aient été tirés de capitaux qu'on peut qualifier de «blancs». Car s'il s'agit d'argent noir, le tableau est totalement différent : la pénalité totale peut friser 500 % ! Quelques naïfs auraient présenté au fisc un dossier puant l'argent noir, avec les conséquences qu'on devine... C'est toutefois la réalité inverse qui est de loin la plus fréquente, remarque Emmanuel de Wilde. «La plupart des Belges qui ont de l'argent à l'étranger croient qu'il est noir, alors qu'il était, dans une majorité de cas, parfaitement blanc au départ : revenus imposés, succession déclarée, etc. Il est simplement devenu gris en éludant le précompte.»

L'opération de régularisation va-t-elle dès lors passer comme une lettre à la poste ? Oui, dans la plupart des cas, sinon toujours, assurent nos

interlocuteurs. Encore faut-il être conscient de certaines zones d'ombre. La marge d'appréciation du contrôleur est considérable en ce qui concerne les accroissements éventuels. Ainsi en a-t-il été infligé à certains repentis spontanés, tandis que plusieurs clients de KB Lux, par définition pris sur le fait, y ont quasiment échappé... Il existe, par ailleurs, un débat sur les délais d'enrôlement de l'impôt, souligne Thierry Litannie (Moreau, Collon, de Wilde et Associés). «Il est théoriquement de 3 ans en l'absence de déclaration et en cas de déclaration inexacte, et il est porté à 5 ans en cas de fraude. Mais certains agents du fisc assimilent la non-déclaration de revenus mobiliers à de la fraude.» Cela étant, les exceptions à la règle générale évoquée plus haut sont très rares.

La prescription de 5 ans en matière de revenus est une arme à double tranchant dans les mains du contribuable repentant. Non seulement les intérêts qui ont esquivé le précompte sont-ils définitivement blanchis après ce délai, mais le capital lui-même est dorénavant supposé blanc. Pour mettre toutes les chances de son côté, le contribuable prodigue présentera donc au fisc un compte (qu'il soit courant, à terme, ou encore compte-titres) qui n'a plus été alimenté au cours des 5 dernières années. Ce délai très court contribue du reste à la réputation de paradis fiscal pour les capitaux qui colle à la Belgique, au même titre que l'absence d'impôt sur la fortune, le précompte libérateur et autres dispositions très libérales sur le terrain des donations.

Est-ce la panacée pour les fraudeurs ? Ce lustre providentiel suffit-il donc à balayer la réserve faite plus haut sur la nature des capitaux ayant généré les revenus ? Non ! Cette prescription vaut en effet sur le plan fiscal, mais pas au civil et encore moins au pénal, où les délais peuvent être beaucoup plus longs. Si les fonctionnaires de l'administration fiscale ne peuvent plus mener d'enquête sur l'origine de ces capitaux, la confession du contribuable n'empêchera pas le Parquet de poursuivre l'enquête qui aurait été ouverte à propos de mécanismes frauduleux relevés, par exemple, dans le chef de l'entreprise appartenant à ce contribuable. La mansuétude du fisc à l'égard des «épargnants distraits» ne peut donc être extrapolée aux «gros fraudeurs».

Très cher Maître

Il est un autre danger qui guette le repentant, même de bonne foi la législation sur le blanchiment d'argent. Certains intermédiaires financiers conseillent en effet au client de rapatrier ses capitaux étrangers par simple virement sur son compte en Belgique. Ni vu ni connu... Ce discours sous-entend toutefois que le banquier belge a été prévenu de la chose et, surtout, qu'il n'a aucun doute sur le caractère licite des fonds. Dans le cas contraire, il y a fort à parier qu'il transmettra le

dossier au Parquet. «Aucun banquier ne prendra le risque de devenir complice d'une opération de blanchiment !», insiste l'un d'eux. Un client peu connu qui transférerait des sommes importantes au départ d'une banque exotique se ménage à coup sûr des lendemains qui déchantent.

Rien de tel donc, pour avoir tous ses apaisements, qu'un accord en bonne et due forme (parfois improprement qualifié de «ruling») avec son contrôleur fiscal. Il n'est pas indispensable de s'adresser à un avocat, d'autant que certains contrôleurs se montrent spontanément fort compatissants à l'égard d'un contribuable affolé. La démarche est toutefois vivement conseillée, même si elle peut s'avérer assez coûteuse. Parce que ce professionnel connaît la musique et qu'il a déjà établi une relation de confiance avec l'administration. Il sait aussi jusqu'où il peut aller dans un premier temps...

«Le premier contact se déroule de manière anonyme : je fais état de certaines pièces sans révéler l'identité de mon client», explique Maurice Eloy. «Ce n'est qu'après accord de principe que les documents sont étalés. Il est très clair que le dossier doit alors être parfaitement transparent : il n'est pas question de cacher quoi que ce soit à l'administration.» Les fraudeurs sont prévenus : on ne saurait ici faire passer un assassin pour innocent, comme aux Assises...

Et tandis que les assassins de l'impôt se tiennent cois, les (presque) innocents du précompte se bousculent au portillon : le mouvement de régularisation des capitaux expatriés a pris une ampleur qui ne se dément pas depuis 2 à 3 ans. Pour plusieurs raisons. Outre le changement de mentalité entre générations évoqué plus haut, il y a très clairement la peur du gendarme engendrée par l'affaire KB Lux. Celle-ci a révélé 2 choses, constate Marielle Moris. «D'une part, que l'administration avait pu prendre connaissance de documents couverts par le secret bancaire ; d'autre part, qu'elle n'hésitait pas à porter plainte au pénal (parce que le juge d'instruction a plus de pouvoirs d'investigation), alors que certains l'avaient crue presque tolérante.»

Par ailleurs, les mécanismes de transmission du patrimoine ont fait l'objet d'une foule de conférences et d'articles de presse ces dernières années, observe Pierre Goblet, conseiller fiscal chez Winterthur : presque tout le monde sait aujourd'hui qu'on peut fameusement raboter, sinon éluder les droits de succession en toute légalité. Or, c'était un puissant moteur d'expatriation des capitaux.

D'aucuns semblent croire que le mouvement ne concerne que les patrimoines de taille petite ou moyenne : les vrais nantis ne disposent-ils pas de structures internationales qui toisent de haut les

comptes luxembourgeois des tâcherons de l'épargne ? Il n'en est rien, assure un banquier : les vraies grandes fortunes disposent également de comptes grand-ducaux et elles ont embrayé depuis quelques trimestres. Un avocat le confirme : «J'ai aujourd'hui quelques très gros dossiers en cours...». Très gros, cela signifie plusieurs milliards de francs ? Qui ne dément, acquiesce...

Amnistie ou pas ?

Régularisation de la situation fiscale ne signifie pas automatiquement rapatriement des capitaux : il importe simplement, pour le fraudeur repent, que l'argent soit dorénavant utilisable. Et à l'heure de la monnaie unique, un compte ouvert dans un pays de l'euroland peut facilement servir dans l'ensemble de la zone, même pour des dépenses courantes, observe Marc Dassesse, conseiller fiscal. «Je ne suis donc pas sûr qu'une amnistie fiscale non accompagnée d'une suppression des droits de succession fasse rentrer en Belgique des sommes colossales», conclut-il.

Une amnistie véritable donc, que certains appellent pourtant de leurs vœux. Qu'en pense-t-on aux Finances ? Et plus précisément Alain Zenner, commissaire du gouvernement à la lutte contre la grande fraude fiscale ? «J'ai beaucoup travaillé sur cette question, en prenant des contacts tous azimuts. Mais dans l'ombre : ce n'est pas le genre de sujet qu'on évoque d'entrée de jeu sur la place publique ! Toute mesure ne peut d'ailleurs se concevoir que dans le cadre d'une déclaration gouvernementale», précise le commissaire, qui pencherait en faveur d'un impôt de régularisation plutôt que d'une amnistie pure et dure.

Il est vrai, observe-t-il, que la situation actuelle pose problème : beaucoup ne jurent que par la prescription de 5 ans, qui bride l'administration, tandis que la législation sur le blanchiment peut provoquer des poursuites pénales injustifiées. A l'inverse, «if ne peut évidemment pas être question de blanchir l'argent du crime». Autre facette du problème : quelle est l'ampleur des patrimoines belges délocalisés ? Certains évoquent 10 à 15.000 milliards de francs, soit le double ou le triple du national. Et que peut-on espérer comme rapatriements ? Que serait une pénalité raisonnable ? «Certains avancent 5 % comme maximum, mais d'autres affirment qu'un taux de 15 % serait scandaleux, quand eux-mêmes payent 50 % sur leurs revenus»... Autre piste «Les droits de succession très élevés entre tiers seraient une cause majeure d'évasion fiscale. Or, l'ensemble des droits de succession rapportent 41 milliards par an à l'Etat. A comparer aux 135 milliards d'allègements fiscaux consentis par la dernière réforme de l'impôt sur les revenus des particuliers»...

Une amnistie à l'italienne ne semble donc pas à l'ordre du jour. Raison de plus pour profiter de la quasi-amnistie dont bénéficient les repentis du précompte mobilier. D'autant qu'avec l'inéluctable avènement d'un précompte européen (le

Luxembourg n'y est pas opposé et la Suisse pourrait fléchir), il n'y aura bientôt même plus motif à expatrier son épargne !

Guy LEGRAND

UNE SUCCESSION... DE DÉBOIRES

Le délai de prescription de 5 ans ne vaut pas pour les successions : il faut ici attendre 10 ans pour échapper aux, droits. Sauf à patienter longuement, les héritiers désireux de jouir (enfin) des capitaux obstinément dissimulés jusque-là n'ont dès lors d'autre choix que de payer les droits de succession. Dans ce cas, la fraude fiscale émane du défunte n'est pas imputable aux héritiers qui veulent spontanément régulariser la situation. Outre les droits, ces héritiers payeront une amende de 10 % maximum, encore négociable», explique Marielle Mons, du cabinet Afschrift. Lorsque les droits de succession ont été éludés volontairement, l'amende est en principe équivalente à 2 fois les droits. En ligne directe, on peut ainsi passer de 30 à 90 % Mais entre tiers, on peut voir le taux exploser de 70 à 210 %. Bonjour les dégâts...

Le cas des successions est délicat, confirme Maurice Eloy : même s'il y a prescription pour le contrôleur, les héritiers risquent toujours le retour de bâton de l'enregistrement, administration compétente pour les droits de succession. Les personnes ayant vraiment besoin de régulariser les capitaux dont elles ont hérité peuvent tenter de signer un accord avec l'enregistrement, suivant une démarche analogue à celle menée avec le contrôleur. Mais l'issue en est moins certaine.

Pas mal d'héritiers régularisent spontanément la situation en s'acquittant des droits de succession, observe de son côté Emmanuel de Wilde. D'autant que le montant des droits est souvent moins élevé qu'ils ne l'imaginaient. Et quand on en a vraiment besoin pour acheter une maison ou fonder une entreprise, on s'en acquitte finalement assez volontiers... Mais il est de plus en plus fréquent que la situation soit régularisée avant le décès : beaucoup de rapatriements de capitaux s'accompagnent de donations et autres opérations visant précisément à réduire les droits de succession.

ITALIE: € 54 MILLIARDS AMNISTIES

C'est un bulletin de victoire que le ministre italien de l'Economie Giulio Tremonti a rédigé, faisant état de la régularisation de € 54 milliards à l'issue de l'amnistie lancée le 30 novembre 2001 et prolongée jusqu'au 15 mai. Rome se défend toutefois d'avoir pratiqué une amnistie véritable. «Si les capitaux en question sont le produit d'une évasion fiscale sur les revenus, cela reste punissable», a même déclaré Giulio Tremonti au quotidien français Les Echos. Le 15 août, le pays annonçait par ailleurs une vaste opération de lutte contre la fraude fiscale.

Personne ne s'y trompe cependant. Comment pourrait-on dénier le titre d'amnistie à l'opération ? Les capitaux expatriés ont été blanchis au tarif fort avantageux de 2,5 % et les fraudeurs ont pu abriter leur identité derrière un intermédiaire financier qui a opéré pour leur compte. Les plus suspicieux affirment de longue date que ce cadeau empressé du Premier ministre Berlusconi a pour premier destinataire l'homme d'affaires Berlusconi...

Les banques suisses furent les principales victimes de ce rapatriement, mais certaines ont pu limiter les dégâts grâce à leur implantation... dans la Péninsule. Le Crédit Suisse a ainsi récupéré 4,5 des 7,8 milliards CHF qu'il avait perdus. Ce qui inquiète davantage les banquiers helvètes, c'est une éventuelle contagion. Il ne serait pas grave pour eux que l'Espagne emboîte le pas, comme beaucoup s'y attendent. Mais si l'Allemagne suit à son tour, ainsi qu'il en est question ces dernières semaines dans les discours préélectoraux, ils craignent de voir filer € 100 milliards.

L'amnistie fiscale pourrait même faire tache d'huile au niveau des Quinze, en bloc : une décision sur ce point serait plus facile à prendre que sur la fiscalité de l'épargne. De plus, elle constituerait un excellent moyen de dédramatiser l'échange d'informations entre institutions financières et Etats, ce redoutable processus mis en route après le Sommet de Porto.

